

(N° 256)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MAI 1924.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse
et du décès prématuré des ouvriers mineurs ⁽¹⁾.

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽²⁾, PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Le projet de loi du Gouvernement relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs a fait l'objet d'un premier rapport élaboré au nom de la Commission permanente du Commerce, de l'Industrie et du Travail, des Assurances et de la Prévoyance sociale. Ce rapport a été déposé sur le Bureau de la Chambre à la séance du 31 janvier 1924.

Suivant la procédure parlementaire habituelle, il appartenait désormais à la Chambre d'aborder la discussion du projet de loi, ainsi que des modifications adoptées par la Commission, en s'éclairant des multiples considérations que l'Exposé des Motifs et le Rapport consacrent aux divers aspects de cette importante réforme sociale.

La crainte existait cependant que, vu la complexité du problème, les débats

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 371 (1922-1923).

Rapport, n° 123.

Amendements, nos 128-137.

⁽²⁾ Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales : MM. PIRMEZ, président ; BRANQUART, DE BRUYCKER, DEBRUYNE (René), DELATRE, DE LIEDEKERKE, DELVIGNE, FALONY, HEYMAN, NEVEN, PATER, PÉCHER, TROCKET, VAN CAENEGEM, VAN SCHUYLENBERGH et WAUTERS.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. VERGELS, DE LIEDEKERKE, VANDEN CORPUT, DONNAY, PIERCO et TROCKET.

engagés devant la Chambre prissent une ampleur qui ait été inconciliable avec la brièveté de la session parlementaire en cours. Cette crainte était d'autant plus justifiée que dans l'entretemps de nouveaux amendements au projet de loi ont vu le jour, et qu'il importait d'entendre sur leur objet les avis des divers groupements.

Dans ces conditions, la Commission a été invitée à procéder à nouveau à l'examen des modifications proposées, dans le but de faciliter la tâche qui incombe à la Chambre en lui soumettant des textes qui auraient déjà subi l'épreuve d'une discussion préalable.

Un premier amendement dont la Chambre a été saisie, émane de MM. De Bruyn et consorts. Il a pour objet l'extension de l'assurance des ouvriers mineurs, aux ouvriers occupés dans les ardoisières.

MM. Delattre et consorts ont présenté à leur tour un amendement assimilant aux ouvriers mineurs, les ouvriers occupés dans les usines des sous-produits, qui, dès à présent, sont annexées aux charbonnages ou qui le seront à l'expiration des contrats en cours; les délégués à l'inspection des mines et les anciens mineurs attachés aux organisations syndicales des mineurs.

La Commission à l'unanimité s'est ralliée, en principe, à la proposition de MM. De Bruyn et consorts, relative à l'assimilation des ouvriers ardoisiers.

Nonobstant cette adhésion de principe, la Commission n'a pas manqué de reconnaître le bien-fondé des objections formulées par le Gouvernement.

L'industrie des ardoisières est juridiquement classée dans celle des carrières, et il eut été plus logique, sans doute, de soumettre les ouvriers ardoisiers au régime de la loi générale des pensions à la faveur de laquelle la faculté est laissée aux exploitants des carrières de réaliser au profit des ouvriers occupés dans cette industrie, des groupements professionnels identiques à ceux qui réunissent les ouvriers des charbonnages.

D'autre part, s'il n'existait pas d'inconvénient majeur à soumettre les ouvriers ardoisiers au régime des ouvriers mineurs en vue de les faire bénéficier de droits identiques qui seraient proportionnées aux sacrifices exigés tant des exploitants des ardoisières que des ouvriers eux-mêmes; il eut été, par contre, souverainement injuste de les admettre au bénéfice des avantages particuliers dont les ouvriers des charbonnages jouissent, à raison des sacrifices pécuniers qui ont été consentis dans le passé par l'industrie charbonnière.

En égard à ces considérations, la Commission a estimé que l'assimilation des ouvriers ardoisiers ne pouvait avoir d'effet rétroactif; elle ne peut donc s'appliquer qu'aux ouvriers en activité de service au moment de la mise en vigueur de la présente loi. En outre, pour que l'ouvrier ardoisier puisse, indépendamment des rentes de vieillesse acquises à l'aide de ses versements personnels, et du supplément de pension, prétendre à la jouissance des compléments de pension que la loi prévoit, il y aura lieu éventuellement de prescrire que ces compléments ne seront reconnus qu'à la condition que le capital représentatif de ces compléments soit constitué par les exploitants des ardoisières, lors de l'entrée en jouissance des rentes de vieillesse et des compléments, et versé au Fonds commun de Retraite.

Enfin, l'entrée en jouissance des rentes, des suppléments et des compléments de pension, sera fixée uniformément à 60 ans.

Ces conditions seront prescrites par arrêté royal.

La Commission a adopté à l'unanimité la proposition de M. Delattre assimilant les ouvriers occupés dans les usines des sous-produits de la mine; par contre, l'assimilation aux ouvriers mineurs des fonctionnaires et employés des syndicats, n'a pas été admise.

L'amendement de MM. De Bruyn et consorts et de M. Delattre devra, en conséquence, être modifié comme suit : « sont assimilés aux ouvriers bouilleurs, les ouvriers occupés dans les ardoisières, ainsi que ceux qui sont occupés dans les usines des sous-produits de la houille, qui sont annexés aux charbonnages, ou qui le seront à l'avenir, à l'échéance des contracts en cours, qui règlent leur exploitation par des tiers. »

Un arrêté royal pourra déterminer les conditions moyennant lesquelles cette assimilation aura lieu.

L'article 5 du projet du Gouvernement fixait à 5 % le montant des versements des ouvriers et des cotisations des exploitants, à supporter par parts égales.

La Commission ne s'est pas ralliée à cette manière de voir et elle a décidé à l'unanimité de modifier la répartition proposée, en mettant 3 % à charge de l'exploitant et 2 % à charge des ouvriers.

La Commission a adopté à l'unanimité l'amendement proposé à l'article 19 tendant à reconnaître le droit à la pension respectivement à 60 et 55 ans, à partir du premier du mois suivant celui pendant lequel cet âge a été atteint.

La Commission a rejeté par contre la proposition de fixer à 50 ans l'entrée en jouissance de la pension pour les ouvriers occupés.

Un amendement complétant l'article 21 par les termes : « mais elles sont de nouveau servies en cas de nouveau veuvages », a été adopté à l'unanimité.

La Commission avait proposé de porter à 120 francs la majoration à charge du Fonds commun par enfant légitime de moins de 16 ans. Un amendement portant ce montant à 180 francs a été retiré.

ART. 24. — La Commission à l'unanimité s'est ralliée à l'amendement déterminant la date d'entrée en jouissance de la rente de vieillesse au profit de l'épouse, au premier du mois qui suit celui au cours duquel l'intéressé a accompli sa 65^e année.

ART. 32. — Le projet de loi du Gouvernement proposait l'octroi d'un supplément de pension dont le montant déterminé par les fluctuations des salaires suivant les règles établis par arrêté royal, ne pourrait être supérieur à 360 francs ni inférieur à 120 francs. L'amendement de MM. Delattre et consorts, modifie cette disposition, en remplaçant la partie finale par le texte suivant : « d'un supplément annuel et viager de 360 francs au moins. »

La Commission s'est ralliée à cette proposition sous la réserve de supprimer les mots « au moins »

La Commission, d'autre part, n'a pas adopté le dernier amendement proposé par M. Delattre, tendant à accorder à tous les intéressés, indépendamment du supplément de pension, une majoration à charge du Fonds commun, variable d'après les fluctuations de l'index-number.

Il est impossible sans mettre en péril l'équilibre financier du système de la loi, d'admettre les charges supplémentaires qui résulteraient de l'adoption des amendements proposés.

MM. Delattre et consorts, dans une note justificative, qui a accompagné ses amendements, part du point de vue que le Fonds commun de retraite est à même de faire face tant aux charges prévues par le projet, qu'à celles qu'il voudrait y ajouter.

Estimant à 3,780,000 francs les charges totales pour la première année, telles qu'elles résultent du projet de loi; en ajoutant à celles-ci les dépenses résultant des majorations reconnues par son amendement soit 5,100,000 francs, il conclut à un total de 3,780,000 francs plus 5,100,000 francs = 8,880,000 francs.

Comme les ressources du Fonds commun dépasseront, au cours de la première année, la somme de 25 millions, on se trouverait actuellement porté à conclure à la possibilité d'incorporer dans le projet de loi, un ensemble d'amendements qui reconnaissent des avantages supplémentaires aux ouvriers intéressés.

Un examen plus attentif de la question a convaincu la Commission que les dépenses dont les auteurs de l'amendement font état, ne représentent en réalité qu'une faible partie de celles que la loi impose au Fonds commun.

Qu'il suffise de signaler que la liquidation des seules pensions, suppléments et allocations de pensions en vigueur intéresse déjà plus de 16,000 ouvriers, et plus de 6,000 veuves d'ouvriers, le service de ces pensions entraîne à lui seul une dépense se chiffrant au 1^{er} janvier 1923 à 13,034,784 francs.

Cette dépense est mise à charge du Fonds commun, par l'article 38 du projet de loi.

Comme il convient d'ajouter à cette dépense la charge qu'entraînera l'application de l'article 41 soit de 5 à 6 millions de francs, on peut estimer que dès la mise en vigueur de la loi, la liquidation des pensions en cours absorbera environ 20 millions.

Les auteurs du projet d'amendement ont en outre perdu de vue que le projet de loi en supprimant les restrictions inscrites dans les lois coordonnées pour la reconnaissance des droits à la pension des ouvriers du fond, admet à la retraite tous les ouvriers des mines justifiant de trente années de fond, à l'âge de 55 ans.

Le nombre des ouvriers de cette catégorie qui sont admis à la pension dès la mise en vigueur de la loi, atteindra à moins qu'il ne le dépasse le chiffre de 6,000.

Les tableaux annexés au présent rapport, auxquels nous ne pouvons que nous référer, permettent d'apprécier en parfait état de cause, le plan financier du projet, en indiquant en même temps que le tableau des voies et moyens, le fonctionnement hypothétique des rouages du système.

Un membre fait cependant observer que les calculs ne tiennent pas compte de la table des départs.

ART. 32^{bis}. — Commission a adopté l'amendement 32^{bis} : « a droit à un trentième des majorations prévues à l'article précédent et par année de service dans les exploitations houillères belges, tout ouvrier qui a dû quitter le travail des mines, pour cause de maladie ou d'accident. »

ART. 33. — Les modifications proposées à cet article ont été rejetées.

ART. 33^{bis}. — La Commission a adopté la disposition nouvelle ainsi conçue : « les avantages prévus à l'article précédent prennent cours à partir du lendemain du jour où l'intéressé a cessé de toucher l'allocation de maladie par la Convention, en date du 20 mai 1920. »

ART. 33^{ter}. — Un amendement reconnaissant les droits à la pension à tout ouvrier atteint d'invalidité partielle a été rejeté.

ART. 34. — La Commission a adopté un amendement complétant l'article 34 du projet de loi, conçu comme suit : « Tout ouvrier né avant l'année 1906, ayant dû quitter le travail des mines pour cause de maladie ou d'invalidité a droit à 1/30^e de la majoration prévue au § 1, et par année de services dans les exploitations houillères belges.

ART. 35. — La Commission a adopté les modifications proposées en complétant la disposition par l'adjonction après le membre de phrase : « dans les conditions prévues à l'article 19 » des mots : « et de l'article 32 », et en remplaçant les termes : « 50 ans » par « 55 ans ». La dernière partie du texte de la Commission est supprimée.

ART. 36 et suivants, et ART. 38. — Les amendements proposés ont été retirés par leurs auteurs.

ART. 41. — Les modifications proposées à l'article 41 ont été repoussées par la Commission; en vue de mettre cette disposition en harmonie avec la modification apportée à l'article 32, il conviendra sans doute de remplacer la phrase finale de l'article tel qu'il est proposé par le Gouvernement, par les termes : « Une majoration de pension annuelle et viagère de 360 francs. »

ART. 45. — Le texte adopté par la Commission est maintenu sans modification.

ART. 38. — La Commission a rejeté un amendement proposant l'intervention de l'État dans les ressources du Fonds commun par un subside annuel égal à 1/10^e des versements effectués par les patrons et les ouvriers conformément à l'article 3.

ART. 59. — La Commission a rejeté l'amendement proposé, sous forme d'adjonction au texte du projet de loi. Elle a adopté le principe de la nomination par

le Ministre de l'Industrie et du Travail. La Commission est d'accord pour faire déterminer par le Roi le mode de présentation des candidats qui sera fait sur une double liste présentée par les organisations patronales et ouvrières.

L'article 59, § 1, devrait être complété par le texte suivant : « Le mode de présentation des candidats exploitants et ouvriers, sera réglé par arrêté royal.

ART. 74 et 77. — La Commission adopte pour la nomination des membres des Commissions administratives, et du Conseil d'arbitrage, un système identique à celui prévu à l'article 59.

Ces articles devront être complétés par le texte suivant : « Le mode de présentation des candidats exploitants et ouvriers, sera réglé par arrêté royal. »

ART. 91. — Remplacer le texte par le texte suivant : « les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1925 ».

Le texte primitif stipulait que la loi devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1924. Il portait, en outre, que, pendant cette année-là, le versement effectué au compte individuel des ouvriers affiliés à la Caisse générale de Retraite ne pourrait dépasser le montant prévu à l'article 2 des lois coordonnées du 30 août 1920.

Les retards apportés aux discussions et au vote de la loi, par les Chambres législatives, font prévoir que la mise en vigueur de la loi, avec l'élaboration des arrêtés d'exécution que l'application de celle-ci comporte, ne pourront être réalisés que pour le 1^{er} janvier 1925; or, il est impossible d'admettre la rétroactivité de ces dispositions, attendu que le service régulier des avantages reconnus aux ouvriers mineurs présuppose l'existence de ressources équivalentes.

La raison commande, en conséquence, que l'application de la loi soit postposée jusqu'à l'époque où l'organisation et le fonctionnement du fonds commun auront pu être normalement assurés, soit le 1^{er} janvier 1925.

Le rapport complémentaire a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
HENRI HEYMAN.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

PENSIONS DES MINEURS

FONCTIONNEMENT HYPOTHÉTIQUE DU FONDS COMMUN
DE RETRAITE

PENSIONS

Fonctionnement hypothétique

I. — Dépenses du

ANNÉES.	Supplément de pensions de 360 francs		Compléments jusqu'à 720 francs aux anciens pensionnés. (Loi de 1920.)	Pensions aux veuves (a) à partir	
	aux nouveaux pensionnés. (Loi nouvelle)	aux anciens pensionnés. (Loi nouvelle.)		de 60 ans. (Loi de 1920 et loi nouvel.)	du décès de l'époux. (Loi nouvelle) (b).
1	2	3	4	5	6
1924	2,200,000	5,900,000	11,900,000	2,200,000	500,000
1925	3,000,000	5,500,000	11,100,000	2,300,000	600,000
1926	3,800,000	5,200,000	10,300,000	2,400,000	700,000
1927	4,600,000	4,800,000	9,600,000	2,500,000	800,000
1928	5,300,000	4,400,000	8,900,000	2,600,000	800,000
1929	6,000,000	4,100,000	8,200,000	2,700,000	900,000
1930	6,700,000	3,800,000	7,500,000	2,800,000	900,000
1931	7,300,000	3,500,000	6,800,000	2,800,000	900,000
1932	7,900,000	3,200,000	6,300,000	2,900,000	900,000
1933	8,400,000	2,900,000	5,700,000	3,000,000	900,000
1934	9,000,000	2,600,000	5,200,000	3,000,000	900,000
1935	9,400,000	2,300,000	4,700,000	3,100,000	900,000
1936	9,900,000	2,100,000	4,200,000	3,100,000	900,000
1937	10,300,000	1,900,000	3,700,000	3,200,000	800,000
1938	10,600,000	1,700,000	3 300,000	3,200 000	800,000
1939	11,000,000	1,500,000	2,900,000	3,200,000	700,000
1940	11,300 000	1,300,000	2,600,000	3,300,000	600,000
1941	11,500,000	1,100,000	2,200,000	3,300,000	600,000
1942	11,800,000	1,000,000	1,900,000	3,300,000	500,000
1943	12,000,000	800,000	1,700,000	3,300,000	500,000
1944	12,200,000	700,000	1,400,000	3,400,000	400,000
1945	12,300,000	600,000	1,200,000	3,400,000	300,000

(a) Y compris les majorations de pensions et les allocations de 60 francs pour enfants.

(b) Y compris les allocations actuellement attribuées par le Fonds national à des veuves de moins de 60 ans (loi du 9 avril 1922).

DES MINEURS.

du fonds commun de retraite.

fonds commun.

Pensions aux invalides (c).	Allocations de 60 francs aux orphelins.	TOTAL. Col. 1 à 7 plus 1 million pour frais.	Compléments de pension aux nouveaux pensionnés. (Loi nouvelle) (d).	TOTAL. Col. 8 et 9.	ANNÉES.
7	8	9	10	11	12
300,000	100,000	24,100,000	2,500,000	26,600,000	1924
300,000	100,000	23,900,000	3,400,000	27,300,000	1925
400,000	200,000	24,000,000	4,300,000	28,300,000	1926
400,000	200,000	23,900,000	5,200,000	29,100,000	1927
400,000	400,000	23,800,000	6,000,000	29,800,000	1928
500,000	400,000	23,800,000	6,800,000	30,600,000	1929
500,000	400,000	23,600,000	7,500,000	31,100,000	1930
500,000	400,000	23,300,000	8,100,000	31,400,000	1931
600,000	400,000	23,200,000	8,700,000	31,900,000	1932
600,000	400,000	22,900,000	9,300,000	32,200,000	1933
600,000	400,000	22,700,000	9,800,000	32,500,000	1934
700,000	400,000	22,500,000	10,300,000	32,800,000	1935
700,000	500,000	22,400,000	10,700,000	33,100,000	1936
700,000	500,000	22,100,000	11,000,000	33,100,000	1937
800,000	500,000	21,900,000	11,300,000	33,200,000	1938
800,000	500,000	21,600,000	11,500,000	33,100,000	1939
800,000	500,000	21,400,000	11,600,000	33,000,000	1940
900,000	500,000	21,100,000	11,700,000	32,800,000	1941
900,000	500,000	20,900,000	11,600,000	32,500,000	1942
900,000	500,000	20,700,000	11,500,000	32,200,000	1943
1,000,000	500,000	20,600,000	11,300,000	31,900,000	1944
1,000,000	500,000	20,300,000	11,100,000	31,400,000	1945

(c) Y compris les allocations actuellement attribuées par le Fonds national et les compléments de pensions.

(d) Y compris les frais d'administration prévus par les tarifs (5 % des rentes).

PENSIONS**Fonctionnement hypothétique**

ANNÉES.	Versements des ouvriers et cotisations des exploitants 5 % salaires.	Prélèvements pour constituer les rentes de vieillesse.	Excédent des recettes à verser au Fonds commun.	Produits des placements.	TOTAL des recettes du Fonds commun.	TOTAL des dépenses du Fonds commun y compris les frais généraux.
1	2	3	4	5	6	7
1-1-25	»	»	»	»	»	»
31-12-25	50,000,000	22,000,000	28,000,000	3,500,000	31,500,000	24,100,000
31-12-26	50,000,000	22,000,000	28,000,000	3,000,000	31,000,000	23,500,000
1927	»	»	»	2,700,000	30,700,000	23,300,000
1928	»	»	»	2,600,000	30,600,000	23,000,000
1929	»	»	»	2,500,000	30,500,000	22,900,000
1930	»	»	»	2,400,000	30,400,000	22,900,000
1931	»	»	»	2,300,000	30,300,000	22,800,000
1932	»	»	»	2,200,000	30,200,000	22,400,000
1933	»	»	»	2,100,000	30,100,000	22,300,000
1934	»	»	»	2,000,000	30,000,000	22,000,000
1935	»	»	»	1,900,000	29,900,000	21,700,000
1936	»	»	»	1,800,000	29,800,000	21,400,000
1937	»	»	»	1,700,000	29,700,000	21,300,000
1938	»	»	»	1,600,000	29,600,000	20,900,000
1939	»	»	»	1,600,000	29,600,000	20,500,000
1940	»	»	»	1,700,000	29,700,000	20,200,000
1941	»	»	»	1,700,000	29,700,000	20,000,000

DES MINEURS.**du Fonds commun de retraite.**

Excédent des recettes sur les dépenses à capitaliser pour le Fonds des compléments ou à verser à la réserve. 8	Compléments de pensions à capitaliser. 9	Réserves mathématiques des compléments. 10	Capitaux à transférer de la réserve pour capitaliser les compléments. 11	Excédent des recettes à verser à la réserve. 12	Montant de la réserve. 13
75,000,000	»	»	»	»	»
7,500,000	2,500,000	30,200,000	»	52,300,000	52,300,000
82,500,000					
7,500,000	900,000	12,300,000	4,800,000	»	47,500,000
7,400,000	900,000	12,300,000	4,900,000	»	42,600,000
7,600,000	900,000	12,300,000	4,700,000	»	37,900,000
7,600,000	850,000	11,900,000	4,300,000	»	33,600,000
7,500,000	800,000	11,700,000	4,200,000	»	29,400,000
7,500,000	800,000	11,700,000	4,200,000	»	25,200,000
7,800,000	700,000	11,700,000	3,900,000	»	21,300,000
7,800,000	700,000	11,700,000	3,900,000	»	17,400,000
8,000,000	700,000	11,700,000	3,700,000	»	13,700,000
8,200,000	600,000	11,100,000	2,900,000	»	10,800,000
8,400,000	600,000	11,100,000	2,700,000	»	8,100,000
8,400,000	600,000	11,100,000	2,700,000	»	5,400,000
8,700,000	550,000	10,400,000	1,700,000	»	3,700,000
9,100,000	500,000	10,100,000	1,000,000	»	2,700,000
9,500,000	400,000	9,500,000	»	»	2,700,000
9,700,000	300,000	8,800,000	»	900,000	3,800,000

PENSIONS

ANNEES.	FONCTIONNEMENT DU FONDS DES COMPLÉMENTS.				
	Montant du Fonds des compléments au 1 ^{er} janvier.	Valeur capitalisée des compléments attribués dans l'année.	Intérêts 4 % attribuables au Fonds des compléments.	Total des colonnes 2, 3, 4.	Compléments payés aux pensionnés.
1	2	3	4	5	6
1925	"	30,200,000	550,000	30,750,000	2,500,000
1926	28,250 00 0	12,500,000	1,310 000	41 860,000	3,400,000
1927	38,160,000	12,300,000	1,700,000	52,460,000	4,300,000
1928	48,160,000	12,300 000	2,070 000	62,530 000	5,200,000
1929	57,330,000	11,900,000	2 410,000	71 640,000	6,200 000
1930	65,640 000	11,700,000	2,720 000	80,060,000	6,800,000
1931	73 260,000	11,700,000	3 010 000	87 970,000	7,500,000
1932	80,470,000	11,700,000	3,290,000	95,460,000	8,100,000
1933	87,360,000	11,700,000	3,550,000	102 610 000	8,700,000
1934	93,910,000	11,700,000	3,800 000	109 410,000	9,300,000
1935	100,110,000	11,100,000	4,030,000	115,240 000	9,800,000
1936	105,440,000	11 100,000	4,230,000	120,770,000	10,300,000
1937	110,470,000	11,100,000	4 430,000	126 000,000	10,700,000
1938	115,500,000	10,400,000	4,600,000	130,300,000	11,000,000
1939	119,300,000	10 100,000	4,750,000	134,150,000	11 300,000
1940	122 850,000	9,500 000	4 870,000	137,220 000	11,500,000
1941	125,720 000	8,800,000	4,970,000	139,490 000	11,600 000

DES MINEURS.

		AVOIR DU FONDS COMMUN.			
	Montant du Fonds des compléments au 31 décembre.	Fonds des compléments.	Fonds de réserve.	TOTAL.	ANNÉES.
	7	8	9	10	11
	28,250,000	28,250 000	52,300,000	80,550,000	1925
	38,460,000	38,460,000	47 500,000	85,960,000	1926
	48,160,000	48,160,000	42 600,000	90 760,000	1927
	57 330,000	57,330,000	37,900,000	95,230,000	1928
	65 640 000	65 640,000	33,600,000	99,240,000	1929
	73,260,000	73,260,000	29 400,000	102,660,000	1930
	80,470,000	80,470,000	25,200,000	105,670,000	1931
	87,360,000	87,360,000	21,300,000	108,660,000	1932
	93,910,000	93,910,000	17,400,000	111,310 000	1933
	100,110 000	100,110,000	13,700,000	113,810,000	1934
	105,440,000	105,440,000	10,800,000	116,240,000	1935
	110,470,000	110,470 000	8,100,000	118,570,000	1936
	115,300,000	115,300,000	5,400,000	120,700,000	1937
	119,300,000	119,300,000	3,700,000	123,000,000	1938
	122,850 000	122,850 000	2,700,000	125,550,000	1939
	125,720,000	125,720,000	2,700,000	128,420,000	1940
	127,890,000	127,890,000	3,800,000	131 690,000	1941

(4)
(N^o 256)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MEI 1924.

Wetsontwerp omtrent de verzekering tegen de geldelijke gevolgen
van ouderdom en vroegen dood der mijnwerkers ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Over het wetsontwerp van de Regeering betreffende de verzekering tegen ouderdom en vroegen dood der mijnwerkers, werd een eerste verslag uitgebracht namens de Bestendige Commissie voor den Handel, de Nijverheid en den Arbeid, de Sociale Verzekeringen en Voorzorg. Dit verslag werd bij het Bureau van de Kamer ingediend in de vergadering van 31 Januari 1924.

Volgens de parlementaire gebruiken kon de Kamer van dan af de behandeling van het wetsontwerp aanvatten, evenals van de wijzigingen door de Commissie aangenomen, aan de hand van de menigvuldige beschouwingen die in de Memorie van Toelichting en in het Verslag zijn gewijd aan de verschillende zijden van deze belangrijke sociale hervorming.

De vrees bestond nochtans dat de besprekingen in de Kamer, wegens de ingewikkeldheid van het vraagstuk, al te omvangrijk zouden worden voor den korten

(1) Wetsontwerp, n^o 371 (1922-1923).

Verslag, n^o 123.

Amendementen, n^{os} 128, 137.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor den Handel, de Nijverheid, den Arbeid en de Sociale Verzekeringen en Voorzorg* : de heeren PIRNEZ, voorzitter, BRANQUART, DE BRUYCKER, DE BRUYNE (René), DELATTRE, DE LIEDEKERKE, DELVIGNE, FALONY, HEYMAN, NEVEN, PATER, PECHER, TROCKET, VAN CAENEGEM, VAN SCHUYLENBERGH en WAUTERS.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren VERGELS, DE LIEDEKERKE, DONNAY, PIERCO, TROCKET en VANDEN CORPUT.

zittingstijd van het Parlement. Deze vrees was te meer gegrond daar er middelerwyl nieuwe amendementen op het wetsontwerp werden ingediend, en dat men daarover eerst het advies diende te kennen van de verschillende groepeerings.

Met het oog daarop werd de Commissie aangezocht de voorgestelde wijzigingen opnieuw te onderzoeken, om de taak van de Kamer lichter te maken met haar teksten te onderwerpen die reeds vooraf zouden besproken zijn.

Een eerste amendement werd bij de Kamer ingediend door den heer De Bruyne *c. s.* Het heeft voor doel de verzekering voor de mijnwerkers uit te breiden tot de werklieden in de leigroeven.

De heer Delattre *c. s.* hebben op hunne beurt een amendement ingediend waarbij met de mijnwerkers worden gelijkgesteld de werklieden arbeidende in de werkhuizen van bijproducten, die reeds nu bij de kolenmijnen bestaan of die daarbij zullen bestaan bij het vervallen van de loopende contracten, de afgevaardigden van het mijntoezicht en de gewezen mijnwerkers, bedienden bij de Syndicale inrichtingen van de mijnwerkers.

De Commissie heeft zich in beginsel eenparig aangesloten bij het voorstel van den heer De Bruyne *c. s.* betreffende de gelijkstelling van de arbeiders in de leigroeven.

Ondanks deze principieele aansluiting heeft de Commissie wel de gegrondheid erkend van de opmerkingen door de Regeering in het midden gebracht.

De nijverheid der leigroeven is juridisch gerangschikt bij deze van de steengroeven, en het zou voorzeker logischer geweest zijn de arbeiders in de leigroeven te onderwerpen aan het regime van de algemeene pensioenwet waardoor aan de ondernemers van steengroeven toegelaten wordt, ten voordeele van de arbeiders in deze nijverheid werkzaam, beroepsgroepeerings op te richten gelijk aan deze waarin de werklieden der kolenmijnen zijn gegroepeerd.

Anderzijds, zoo er al geen hooger bezwaar bestond tegen het onderwerpen van de arbeiders in de leigroeven aan het regime der kolenmijnarbeiders om hen dezelfde rechten te doen genieten die zouden geëvenredigd worden aan de offers vereischt én van de ondernemers van leigroeven, én van de werklieden zelf, zou het anderzijds zeer onbillijk geweest zijn hun de zeer bijzondere voordeelen toe te kennen die de kolenmijnarbeiders genieten, dank zij den geldelijken steun welke in het verleden door de kolenmijnnijverheid werd verleend.

Ten aanzien van deze beschouwingen heeft de Commissie geoordeeld dat de gelijkstelling van de arbeiders in de leigroeven geene terugwerkende kracht mocht hebben; zij kan dus enkel toegepast worden op de werklieden die aan den arbeid zijn op het oogenblik dat deze wet van kracht wordt. Wil de arbeider in de leigroeven bovendien aanspraak maken, behalve op de ouderdomsrenten verworven door zijne persoonlijke storting en den pensioenbijslag, op de pensioensaanvullingen door de wet voorzien, dan zal er eventueel moeten voorgeschreven worden dat deze aanvullingen slechts zullen toegekend worden op voorwaarde dat het kapitaal, dat deze aanvullingen vertegenwoordigt, door de ondernemers der leigroeven wordt bijeengebracht van zoodra zij in het genot treden van de ouderdomsrenten en van de aanvullingen, en gestort wordt in het gemeenschappelijk Pensioenfonds.

Ten slotte wordt de ingenottreding der renten, der pensioensbijslagen en -aanvullingen eenvormig op 60jarigen leeftijd gesteld.

Deze vereischen worden bij Koninklijk besluit bepaald.

Eenparig heeft de Commissie het voorstel- Delattre aangenomen, waarbij met de kolenmijnwerkers worden gelijkgesteld de werklieden arbeidende in de fabrieken van bijproducten der mijn; daarentegen werd de gelijkstelling der ambtenaren en beambten van de syndicaten met de mijnwerkers niet aangenomen.

Het amendement De Bruyne c. s. en Delattre moet bijgevolg worden gewijzigd als volgt : « Met de kolenmijnwerkers worden gelijkgesteld de werklieden arbeidende in de leigroeven, alsmede zij die arbeiden in de fabrieken van bijproducten der steenkool, die bij de kolenmijn reeds bestaan of die daarbij zullen bestaan bij het vervallen der loopende contracten waardoor hunne inbedrijf-neming door derden, wordt geregeld. »

Een Koninklijk besluit kan bepalen onder welke voorwaarden deze gelijkstelling geschiedt.

Artikel 5 van het ontwerp der Regeering bepaalde op 5 t. h. het bedrag der stortingen van de mijnwerkers en der bijdragen van de ondernemers, ieder voor de helft.

De Commissie heeft zich bij deze zienswijze niet aangesloten en eenparig beslist de verdeeling te wijzigen als volgt : 3 t. h. ten bezware van de ondernemers en 2 t. h. ten bezware van de mijnwerkers.

Eenparig is de Commissie het amendement bijgetreden, dat voorgesteld wordt op artikel 19 en waarbij het recht op pensioen wordt toegekend respectievelijk op 60 en op 55 jarigen leeftijd, te rekenen van den 1^{er} der maand volgende op de maand gedurende dewelke de belanghebbende dezen leeftijd heeft bereikt.

De Commissie heeft het voorstel verworpen waarbij gevraagd werd dat, voor de arbeidende werklieden de ingenottreding van het pensioen op 50 jarigen leeftijd wordt gesteld.

Een amendement tot aanvulling van artikel 21 : « ... doch worden opnieuw uitgekeerd wanneer zij opnieuw weduwe wordt » werd met eenparigheid van stemmen aangenomen.

De Commissie had voorgesteld den toeslag, ten bezware van het Gemeen Fonds, op 120 frank te stellen voor elk wettig kind beneden 16 jaar. Een amendement waarbij deze toeslag op 180 frank wordt gebracht, werd ingetrokken.

ART. 24. — Eenparig is de Commissie toegetreden tot het amendement waarbij de ingenottreding van de ouderdomsrente ten behoeve van de echtge-noote wordt bepaald op den 1^{er} der maand volgende op de maand gedurende dewelke de belanghebbende den leeftijd van volle 65 jaar bereikt.

ART. 32. — In het ontwerp der Regeering werd een pensioenbijslag voor-

gesteld waarvan het bedrag, bepaald door de schommeling der loonen volgens door een koninklijk besluit vastgestelde regelen, niet meer dan 360 frank en niet minder dan 120 frank bedragen mag.

Het amendement Delattre c. s. wijzigt deze bepaling *in fine* door den volgende tekst : « een jaarlijkschen levenslangen pensioenbijslag van ten minste 360 frank. »

De Commissie heeft dit voorstel aangenomen mits weglating van de woorden : « ten minste ».

Anderdeels heeft de Commissie het laatste amendement van den heer Delattre niet aangenomen, waardoor aan de belanghebbenden, benevens den pensioenbijslag, eene verhooging wordt verleend ten laste van het Gemeen Fonds en die verandert volgens de schommelingen van het index (ex-cijfer).

Zonder de financieele zijde van de wet in gevaar te brengen is het onmogelijk de bijkomende lasten aan te nemen, die het gevolg zijn der voorgestelde amendementen.

In eene verklarende nota, toegevoegd aan hunne amendementen, gaan de heeren Delattre c. s. uit van het standpunt dat het Gemeen Lijfrentefonds in staat is de lasten te dragen welke zij aan het ontwerp willen toevoegen zoowel als die door het ontwerp zelf voorzien.

De amendeerders ramen de uitgaven voor het eerste jaar, zooals zij uit het ontwerp zelf voortspruiten, op eene totale som van 3,780,000 frank; daaraan toevoegende de uitgaven die voortkomen uit de verhoogingen voorgesteld bij wijze van amendementen, — hetzij 5,100,000 frank — komen zij tot de totale som van 3,780,000 frank + 5,100,000 frank = 8,880,000 frank.

Vermits nu de inkomsten van het Gemeen Fonds het eerste jaar ruim 25 miljoen zullen bedragen, zou men geneigd zijn te gelooven, dat het mogelijk is bij de wet eene reeks amendementen in te lasschen, waardoor bijkomende voordeelen aan de werklieden worden bezorgd.

Uit een nader onderzoek van het vraagstuk heeft echter de Commissie de overtuiging opgedaan, dat de uitgaven welke de amendeerders vermelden, slechts een gering deel uitmaken van de lasten welke de wet aan het Gemeen Fonds oplegt.

Het weze voldoende aan te merken, dat de vereffening der pensioenen, pensioenbijslagen en andere uitkeeringen reeds meer dan 16,000 werklieden aanbelangt en meer dan 6,000 weduwen van werklieden, dat alleen de dienst dezer pensioenen reeds eene uitgave vergt, welke op 1 Januari 1923 — 13,034,784 frank bedroeg.

Deze uitgave komt ten laste van het Gemeen Fonds, krachtens artikel 38 van het wetsontwerp.

Daaraan dient men toe te voegen de uitgave die het gevolg is van de toepassing van artikel 41, hetzij 5 tot 6 miljoen frank, en dan mag men schatten dat vanaf de inwerkingtreding der wet, de vereffening der loopende pensioenen ongeveer 20 miljoen eischen zal.

De voorstellers van het amendement hebben bovendien uit het oog verloren, dat het wetsontwerp de beperkingen intrekt van de samengeordende wetten in zake recht op pensioen voor de ondergrondse werklieden, en diensvolgens tot

het pensioen toelaat alle mijnwerkers die op 55-jarigen leeftijd het bewijs-leveren, dat zij dertig jaren onder den grond hebben gearbeid.

Het getal mijnwerkers die aldus dadelijk bij de inwerkingtreding der wet recht hebben op pensioen, bereikt 6,000, zoo het dit cijfer niet overschrijdt.

Naar de aan dit verslag toegevoegde tabellen, waarheen wij verwijzen, kan men met kennis van zaken het financieel plan van het ontwerp bevoordeelen; daarin worden aangeduid de geldelijke middelen evenals de vermoedelijke werking van het stelsel.

Een lid deed niettemin opmerken, dat bij de berekeningen de aanvangstabel niet wordt in acht genomen.

ART. 32^{bis}. — De Commissie heeft het amendement 32^{bis} aangenomen : « Elke mijnwerker, die wegens ziekte of ongeval gedwongen was af te zien van den mijnarbeid, heeft recht op 1/30 van den bij het vorig-artikel voorzienen bijslag voor elk jaar dienst in de Belgische kolenmijnondernemingen. »

ART. 33. — De bij dit artikel voorgestelde wijzigingen werden verworpen.

ART. 33^{bis}. — De Commissie heeft de nieuwe bepaling aangenomen, luidend : « De voordeelen, bij het vorig artikel voorzien, loopen vanaf den dag volgende op dien, waarop de belanghebbende ophoudt de ziektevergoeding, voorzien bij de Overeenkomst d. d. 20 Mei 1920, te ontvangen. »

ART. 33^{ter}. — Een amendement om de rechten op pensioen toe te kennen aan elken werkmán, door gedeeltelijke invaliditeit getroffen, werd verworpen.

ART. 34. — De Commissie heeft een amendement aangenomen ter aanvulling van artikel 34, luidend : « Elke mijnwerker, vóór 1906 geboren, die van den mijnarbeid moest afzien wegens ziekte of ongeval, heeft recht op 1/30 van den bij § 1 voorzienen toeslag voor elk jaar dienst in de Belgische kolenmijnondernemingen. »

ART. 35. — De Commissie heeft de voorgestelde wijzigingen aangenomen door de bepaling aan te vullen met bijvoeging na « artikel 19 » van « en van artikel 32 », en door « 50 jaar » te vervangen door « 55 jaar ». Het slot van den tekst van de Commissie valt weg.

ART. 36 en volgende, en ART. 38. — De voorgestelde amendementen werden door de indieners teruggetrokken.

ART. 41. — De wijzigingen bij artikel 41 voorgesteld werden door de Commissie verworpen; om deze bepaling overeen te brengen met de wijziging toegebracht aan artikel 32, moet met den slotzin van het artikel zooals het is voorgesteld door de Regeering vervangen door de woorden : « Eene vermeerdering van jaarlijksch pensioen en van lijfrente van 360 frank ».

ART. 43. — De tekst, door de Commissie aangenomen, wordt behouden.

ART. 58. — De Commissie heeft een amendement verworpen waarin voorgesteld wordt den Staat te doen tusschenkomen in het Gemeen Fonds met een jaarlijksche toelage gelijk aan 1/10 van de stortingen gedaan door de werkgevers en de werklieden overeenkomstig artikel 3.

ART. 59. — De Commissie heeft het amendement, voorgesteld als aanvulling bij den tekst van het wetsontwerp, verworpen. Zij heeft het beginsel van de benoeming door den Minister van Nijverheid en Arbeid aangenomen. De Commissie stemt er mede in om door den Koning de wijze van candidaatstelling te doen bepalen, welke zal gedaan worden op twee lijsten voorgedragen door de werkgevers- en de arbeidersvereenigingen.

Artikel 59, § 1, zou moeten aangevuld worden met den navolgenden tekst : « De wijze van voordragen van de kandidaten van werkgevers en arbeiders, wordt bij koninklijk besluit geregeld ».

ART. 74 en 77. — Voor de benoeming der leden van de Bestuurscommissies en van den Scheidsraad, neemt de Commissie een stelsel aan gelijk aan dit voorzien bij artikel 59.

Deze artikelen zullen moeten aangevuld worden door den volgenden tekst : « De wijze van voordragen van kandidaten van werkgevers en arbeiders, wordt bij koninklijk besluit geregeld ».

ART. 91. — Te vervangen door den volgenden tekst : « De bepalingen van deze wet worden van kracht op 1 Januari 1925 ».

De oorspronkelijke tekst bepaalde dat de wet moest van kracht worden op 1 Januari 1924. Die tekst zegde bovendien dat, voor dit jaar, de storting gedaan voor individueele rekening van de werklieden aangesloten bij de Algemeene Lijfrentekas, niet het bedrag zou mogen overschrijden voorzien in artikel 2 der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920.

De vertraging in de bespreking en in de stemming van de wet door de Wetgevende Kamers, laat voorzien dat het in werking treden van de wet, met het opmaken van de besluiten tot uitvoering welke de toepassing ervan mede brengt, niet zal kunnen geschieden vóór 1 Januari 1925; en het is onmogelijk terugwerkende kracht aan deze bepalingen te geven, vermits de geregelde dienst van de voorleelen toegekend aan de mijnarbeiders, het bestaan van gelijkwaardige hulpmiddelen voorop stelt.

Het is dus redelijk dat de toepassing van de wet worde uitgesteld tot dat de inrichting en de werking van het Gemeen Fonds normaal zijn verzekerd, hetzij dus op 1 Januari 1925.

Het aanvullend verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

MIJNWERKERSPENSIOENEN

HYPOTHETISCHE WERKING VAN HET GEMEEN PENSIOENFONDS

MIJNWERKERS-**Hypothetische werking van****I. — Uitgaven van**

JAREN.	Pensioenbijslag van 360 frank		Aanvullingen tot 720 frank aan de vroeger gepensionneerden. (Wet van 1920.)	Pensioenen aan de weduwen (a) van af	
	aan de nieuwe gepensionneerden. (Nieuwe wet)	aan de vroeger gepensionneerden. (Nieuwe wet.)		60 jaar. (Wet van 1920 en nieuwe wet.)	het overlijden van den echtgenoot. (Nieuwe wet) (b).
1	2	3	4	5	6
1924	2,200,000	5,900,000	11,900,000	2,200,000	500,000
1925	3,000,000	5,500,000	11,400,000	2,300,000	600,000
1926	3,800,000	5,200,000	10,300,000	2,400,000	700,000
1927	4,600,000	4,800,000	9,600,000	2,500,000	800,000
1928	5,300,000	4,400,000	8,900,000	2,600,000	800,000
1929	6,000,000	4,100,000	8,200,000	2,700,000	900,000
1930	6,700,000	3,800,000	7,500,000	2,800,000	900,000
1931	7,300,000	3,500,000	6,900,000	2,800,000	900,000
1932	7,900,000	3,200,000	6,300,000	2,900,000	900,000
1933	8,400,000	2,900,000	5,700,000	3,000,000	900,000
1934	9,000,000	2,600,000	5,200,000	3,000,000	900,000
1935	9,400,000	2,300,000	4,700,000	3,100,000	900,000
1936	9,900,000	2,100,000	4,200,000	3,100,000	900,000
1937	10,300,000	1,900,000	3,700,000	3,200,000	800,000
1938	10,600,000	1,700,000	3,300,000	3,200,000	800,000
1939	11,000,000	1,500,000	2,900,000	3,200,000	700,000
1940	11,300,000	1,300,000	2,600,000	3,300,000	600,000
1941	11,500,000	1,100,000	2,300,000	3,300,000	600,000
1942	11,800,000	1,000,000	1,900,000	3,300,000	500,000
1943	12,000,000	800,000	1,700,000	3,300,000	500,000
1944	12,200,000	700,000	1,400,000	3,400,000	400,000
1945	12,300,000	600,000	1,200,000	3,400,000	300,000

(a) Met inbegrip van de pensioensverhoogingen en van de bijslagen van 60 frank voor de kinderen.

(b) Met inbegrip van de bijslagen thans verleend door het Nationaal Fonds aan de weduwen van minder dan 60 jaar (wet van 9 April 1922).

PENSIOENEN.**het Gemeen Pensioenfonds.***het gemeen fonds.*

	Pensioenen aan de invaliden (c).	Bijslagen van 60 frank aan de weezen.	TOTAAL. Kol. 1 tot 7 plus 1 miljoen voor kosten.	Pensioens- aanvullingen aan de vroeger gepensionneerden. (Nieuwe wet) (d).	TOTAAL. Kol. 8 en 9.	JAREN.
	7	8	9	10	11	12
	300,000	100,000	24,100,000	2,500,000	26,600,000	1924
	300,000	100,000	23,900,000	3,400,000	27,300,000	1925
	400,000	200,000	24,000,000	4,300,000	28,300,000	1926
	400,000	200,000	23,900,000	5,200,000	29,100,000	1927
	400,000	400,000	23,800,000	6,000,000	29,800,000	1928
	500,000	400,000	23,800,000	6,800,000	30,600,000	1929
	500,000	400,000	23,600,000	7,500,000	31,100,000	1930
	500,000	400,000	23,300,000	8,100,000	31,400,000	1931
	600,000	400,000	23,200,000	8,700,000	31,900,000	1932
	600,000	400,000	22,900,000	9,300,000	32,200,000	1933
	600,000	400,000	22,700,000	9,800,000	32,500,000	1934
	700,000	400,000	22,500,000	10,300,000	32,800,000	1935
	700,000	500,000	22,400,000	10,700,000	33,100,000	1936
	700,000	500,000	22,100,000	11,000,000	33,100,000	1937
	800,000	500,000	21,900,000	11,300,000	33,200,000	1938
	800,000	500,000	21,600,000	11,500,000	33,100,000	1939
	800,000	500,000	21,400,000	11,600,000	33,000,000	1940
	900,000	500,000	21,100,000	11,700,000	32,800,000	1941
	900,000	500,000	20,900,000	11,600,000	32,500,000	1942
	900,000	500,000	20,700,000	11,500,000	32,200,000	1943
	1,000,000	500,000	20,600,000	11,300,000	31,900,000	1944
	1,000,000	500,000	20,300,000	11,100,000	31,400,000	1945

(c) Met inbegrip van de bijslagen thans verleend door het Nationaal Fonds en de pensioensaanvullingen.

(d) Met inbegrip van de beheerskosten voorzien door de tarieven (5 % van de renten).

MIJNWERKERS**Hypothetische werking**

JAREN.	Stortingen der werklieden en bijdragen van de werkgevers (5% van de loonen).	Voorafnemin- gen voor het vestigen van de ouderdoms- rente.	Overschot van de ontvangsten te storten in het Gemeen Fonds.	Opbrengst van de beleggingen.	TOTAAL van de ontvangsten van het Gemeen Fonds.	TOTAAL uitgaven van het Gemeen Fonds met inbegrip van de algemeene onkosten.
1	2	3	4	5	6	7
1-1-25	»	»	»	»	»	»
31-12-25	50,000,000	22,000,000	28,000,000	3,500,000	31,500,000	24,400,000
31-12-26	50,000,000	22,000,000	28,000,000	3,000,000	31,000,000	23,500,000
1927	»	»	»	2,700,000	30,700,000	23,300,000
1928	»	»	»	2,600,000	30,600,000	23,000,000
1929	»	»	»	2,500,000	30,500,000	22,900,000
1930	»	»	»	2,400,000	30,400,000	22,900,000
1931	»	»	»	2,300,000	30,300,000	22,800,000
1932	»	»	»	2,200,000	30,200,000	22,400,000
1933	»	»	»	2,100,000	30,100,000	22,300,000
1934	»	»	»	2,000,000	30,000,000	22,000,000
1935	»	»	»	1,900,000	29,900,000	21,700,000
1936	»	»	»	1,800,000	29,800,000	21,400,000
1937	»	»	»	1,700,000	29,700,000	21,300,000
1938	»	»	»	1,600,000	29,600,000	20,900,000
1939	»	»	»	1,600,000	29,600,000	20,500,000
1940	»	»	»	1,700,000	29,700,000	20,200,000
1941	»	»	»	1,700,000	29,700,000	20,000,000

PENSIOENEN.**van het Gemeen Pensioenfonds.**

Overschot van de ontvangsten op de uitgaven te kapitaliseeren voor het Fonds der aanvullingen of te storten bij de reserve. 8	Te kapitaliseeren pensioens- aanvullingen. 9	Wetenschappelijke reserves van de aanvullingen. 10	Kapitalen over te brengen van de reserve om de aanvullingen te kapitaliseeren. 11	Overschot van de ontvangsten te storten bij de reserve. 12	Bedrag van de reserve. 13
75,000,000	»	»	»	»	»
7,500,000	2,500,000	30,200,000	»	52,300,000	52,300,000
82,500,000					
7,500,000	900,000	12,300,000	4,800,000	»	47,500,000
7,400,000	900,000	12,300,000	4,900,000	»	42,600,000
7,600,000	900,000	12,300,000	4,700,000	»	37,900,000
7,600,000	850,000	11,900,000	4,300,000	»	33,100,000
7,500,000	800,000	11,700,000	4,200,000	»	29,400,000
7,500,000	800,000	11,700,000	4,200,000	»	25,200,000
7,800,000	700,000	11,700,000	3,900,000	»	21,300,000
7,800,000	700,000	11,700,000	3,900,000	»	17,400,000
8,000,000	700,000	11,700,000	3,700,000	»	13,700,000
8,200,000	600,000	11,100,000	2,900,000	»	10,800,000
8,400,000	600,000	11,100,000	2,700,000	»	8,100,000
8,400,000	600,000	11,100,000	2,700,000	»	5,400,000
8,700,000	550,000	10,400,000	1,700,000	»	3,700,000
9,100,000	500,000	10,100,000	1,000,000	»	2,700,000
9,500,000	400,000	9,500,000	»	»	2,700,000
9,700,000	300,000	8,800,000	»	900,000	3,800,000

MIJNWERKERS-

JAREN.	WERKING VAN HET AANVULLINGSFONDS.				
	Bedrag van het aanvullingsfonds op 1 Januari.	Gekapitaliseerde waarde van de aanvullingen verleend in het jaar.	Interesten 4 % toe te kennen aan het aanvullingsfonds.	Totaal van de kolommen 2, 3, 4.	Aanvullingen betaald aan de gepensioneerden.
1	2	3	4	5	6
1925	»	30,200,000	550,000	30 750,000	2,500,000
1926	28,250,000	12,300,000	1,310,000	41 860,000	3,400,000
1927	38,460,000	12,300,000	1,700,000	52,460,000	4,300,000
1928	48,160,000	12,300 000	2,070,000	62,530,000	5,200,000
1929	57,330,000	11,900,000	2 410,000	71,640,000	6,200,000
1930	65,640 000	11,700,000	2,720 000	80,060 000	6,800,000
1931	73,260,000	11,700,000	3 010,000	87,970,000	7,500,000
1932	80,470,000	11,700,000	3,290,000	95,460,000	8,100,000
1933	87,360,000	11,700,000	3,550,000	102,610 000	8,700,000
1934	93,910,000	11,700,000	3,800,000	109,410,000	9,300,000
1935	100,110,000	11,100,000	4,030,000	115,240,000	9,800,000
1936	105,440,000	11 100,000	4,230,000	120,770,000	10,300,000
1937	110,470,000	11,100,000	4,430,000	126,000,000	10,700,000
1938	115,300,000	10,400,000	4,600,000	130,300,000	11,000,000
1939	119,300,000	10 100,000	4,750,000	134,150,000	11,300,000
1940	122,850,000	9,500,000	4,870,000	137,220,000	11,500,000
1941	125,720,000	8,800,000	4,970,000	139,490,000	11,600,000

PENSIOENEN.

		VERMOGEN VAN HET GEMEENFONDS.			
	Bedrag van het aanvullingsfonds op 31 December.	Aanvullingsfonds.	Reservefonds.	TOTAAL.	JAREN.
	7	8	9	10	11
	28,250,000	28,250,000	52,300,000	80,550,000	1925
	38,460,000	38,460,000	47 500,000	85,960,000	1926
	48,160,000	48,160,000	42,600,000	90,760,000	1927
	57,330,000	57,330,000	37,900,000	95,230,000	1928
	65,640,000	65,640,000	33,600,000	99,240,000	1929
	73,260,000	73,260,000	29,400,000	102,660,000	1930
	80,470,000	80,470,000	25,200,000	105,670,000	1931
	87,360,000	87,360,000	21,300,000	108,660,000	1932
	93,910,000	93,910,000	17,400,000	111,310,000	1933
	100,110,000	100,110,000	13,700,000	113,810,000	1934
	105,440,000	105,440,000	10,800,000	116,240,000	1935
	110,470,000	110,470,000	8,100,000	118,570,000	1936
	115,300,000	115,300,000	5,400,000	120,700,000	1937
	119,300,000	119,300,000	3,700,000	123,000,000	1938
	122,830,000	122,830,000	2,700,000	125,530,000	1939
	125,720,000	125,720,000	2,700,000	128,420,000	1940
	127,890,000	127,890,000	3,800,000	131 690,000	1941

ANNEXE AU N° 256.

BIJLAGE VAN N° 256.

Assurance en vue de la vieillesse et des décès prématurés des ouvriers mineurs.

Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der mijnwerkers.

AMENDEMENTS NOUVEAUX PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

NIEUWE AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Rédiger comme suit l'alinéa 2 :

Lid 2 te doen luiden :

« Sont assimilés aux ouvriers houilleurs, les ouvriers occupés dans les ardoisières, ainsi que ceux qui sont occupés dans les usines des sous-produits de la houille, qui sont annexés aux charbonnages, ou qui le seront à l'avenir, à l'échéance des contrats en cours réglant leur exploitation par des tiers.

» Un arrêté royal détermine les conditions moyennant lesquelles cette assimilation a lieu. »

« Met de kolenmijnwerkers worden gelijkgesteld de werklieden arbeidende in de leigroeven, alsmede die arbeidende in de fabrieken van bijproducten der kolen, die bij de kolenmijnen bestaan of daarbij later zullen bestaan, bij het vervallen van de loopende contracten die het bedrijf daarvan door derden regelen.

» Bij Koninklijk besluit wordt bepaald onder welke voorwaarden die gelijkstelling geschiedt. »

ART. 5.

ART. 5.

Rédiger comme suit l'article 5 :

Het te doen luiden :

Le montant des versements des ouvriers et des cotisations des exploitants est fixé à 5 % des salaires des ouvriers occupés, supportés comme suit : 3 % à charge des exploitants et 2 % à charge des ouvriers.

Het bedrag der stortingen van de mijnwerkers en der bijdragen van de ondernemers wordt bepaald op 5 t. h. van de loonen der arbeidende mijnwerkers, namelijk : 3 t. h. ten bezware van de ondernemers en 2 t. h. ten bezware van de mijnwerkers.

ART. 19.

Modifier comme suit l'alinéa premier :

La rente de vieillesse au profit de l'assuré prend cours à partir du 1^{er} du mois qui suit celui pendant lequel l'intéressé a accompli sa soixantième année.

ART. 21.

Ajouter ce qui suit :

... mais elles sont de nouveau servies en cas de nouveau veuvage.

ART. 24.

Rédiger comme suit l'alinéa 1^{er} de l'article 24 :

La rente de vieillesse au profit de l'épouse de l'assuré est payable, à partir du 1^{er} du mois qui suit celui, au cours duquel, l'intéressé a accompli sa sa 65^{me} année.

ART. 32.

Rédiger comme suit l'article 32 :

Indépendamment d'une rente de vieillesse, tout ouvrier occupé dans une exploitation houillère a droit, à charge du Fonds commun, à partir de l'âge de 60 ans accomplis, s'il justifie d'une durée de trente années de service dans les mines, à un supplément annuel et viager de 360 francs.

ART. 32^{bis}.

Rédiger comme suit un article 32^{bis} :

A droit à 1/30^e des majorations pré-

ART. 19.

Lid 1 te wijzigen als volgt :

De ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerde loopt vanaf den 1ⁿ der maand volgende op de maand, gedurende dewelke de belanghebbende den leeftijd van volle zestig jaar bereikt.

ART. 21.

Toe te voegen :

..., doch worden opnieuw uitgekeerd wanneer zij opnieuw weduwe wordt.

ART. 24.

§ 1 te doen luiden :

De ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot van den verzekerde is betaalbaar vanaf den 1ⁿ der maand volgende op de maand, gedurende dewelke de belanghebbende den leeftijd van volle 65 jaar bereikt.

ART. 32.

Het te doen luiden :

Onafhankelijk van de ouderdomsrente heeft ieder mijnwerker in een kolenmijnbedrijf werkzaam, wanneer hij den ouderdom van volle 60 jaar bereikt en het bewijs levert gedurende dertig jaar in een kolenmijn werkzaam te zijn geweest, recht ten laste van het Gemeen Fonds op een jaarlijkschen en levenslangen pensioenbijslag van 360 frank.

ART. 32^{bis}.

Een artikel 32^{bis} in te lassen, luidende :

Elke mijnwerker, die wegens ziekte

vues à l'article précédent, et par année de service dans les exploitations houillères belges, tout ouvrier qui a dû quitter le travail des mines pour cause de maladie ou d'accident.

ART. 33^{bis}

Rédiger comme suit un article 33^{bis} :

Les avantages prévus à l'article précédent prennent cours à partir du lendemain du jour où l'intéressé a cessé de toucher l'allocation de maladie prévue par la Convention, en date du 20 mai 1920.

ART. 34.

Ajouter ce qui suit :

Tout ouvrier né avant l'année 1906, ayant dû quitter le travail des mines pour cause de maladie ou d'invalidité a droit à 1/30^e de la majoration prévue à l'alinéa 1^{er}, et par année de service dans les exploitations houillères belges.

ART. 35.

Rédiger comme suit l'article 35 :

Cette majoration prend cours en même temps que sera liquidée la rente de vieillesse acquise dans les conditions prévues aux articles 19 et 32, à partir de l'âge de 60 ans pour les ouvriers de la surface et à partir de 55 ans pour les ouvriers occupés dans les travaux souterrains ou se trouvant dans les conditions prévues à l'article 32^{bis}.

Supprimer le reste de l'article.

of ongeval gedwongen was af te zien van van den mijnarbeid, heeft recht op 1/30 van den bij het vorig artikel voorzienen bijslag voor elk jaar dienst in de Belgische kolenmijnondernemingen.

ART. 33^{bis}

Een artikel 33^{bis} in te lachen, luidende :

De voordeelen, bij het vorig artikel voorzien, loopen vanaf den dag volgende op dien, waarop de belanghebbende ophoudt de ziektevergoeding, voorzien bij de Overeenkomst d.d. 20 Mei 1920, te ontvangen.

ART. 34.

Toe te voegen :

Elke mijnwerker, vóór 1906 geboren, die van den mijnarbeid moest afzien wegens ziekte of invaliditeit, heeft recht op 1/30 van den bij § 1 voorzienen toeslag voor elk jaar dienst in de Belgische kolenmijnondernemingen.

ART. 35.

Het te doen luiden :

Die toeslag neemt aanvang terzelfder tijd als de uitbetaling der ouderdomsrente verworven in den toestand voorzien bij de artikelen 19 en 32, vanaf den leeftijd van 60 jaar voor de bovengrondsche mijnwerkers en vanaf 55 jaar voor de mijnwerkers in de ondergrondse werken arbeidende of zich bevindende in den toestand voorzien bij artikel 32^{bis}.

Het overige van het artikel te doen wegvallen.

ART. 41.

Modifier comme suit la fin de l'article :

« ... une majoration de pension annuelle et viagère de 360 francs. »

ART. 59.

Ajouter ce qui suit à l'alinéa premier :

« Le mode de présentation des candidats exploitants et ouvriers, sera réglé par arrêté royal. »

ART. 74.

Ajouter ce qui suit :

« Le mode de présentation des candidats exploitants et ouvriers, sera réglé par arrêté royal. »

ART. 77.

Ajouter ce qui suit :

« Le mode de présentation des candidats exploitants et ouvriers sera réglé par arrêté royal. »

ART. 91.

Substituer à la date du 1^{er} janvier 1924 celle du 1^{er} janvier 1925.

ART. 41.

Het slot te wijzigen als volgt :

« ... een jaartijkschen en levenslangen pensioentoeslag van 360 frank. »

ART. 59.

Aan lid 1 toe te voegen :

« De wijze van voordracht der candidaten-ondernemers en kandidaten-mijnwerkers wordt bij Koninklijk besluit geregeld. »

ART. 74.

Toe te voegen :

« De wijze van voordracht der candidaten-ondernemers en kandidaten-mijnwerkers wordt bij Koninklijk besluit geregeld. »

ART. 77.

Toe te voegen :

« De wijze van voordracht der candidaten-ondernemers en kandidaten-mijnwerkers wordt bij Koninklijk besluit geregeld. »

ART. 91.

Den datum van 1 Januari 1924 te vervangen door den datum van 1 Januari 1925.